

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3257 - Mardi 16 Octobre 2018 - Prix : 200 Fc

FRONDE À ANJOUAN

Mutsamudu se réveille au bruit des kalachnikovs



Barrages érigés à l'entrée de Mutsamudu

SOULÈVEMENT À ANJOUAN

**Couvre-feu de 20h à 06h du matin dans
la préfecture de Mutsamudu**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Octobre 2018**

Lever du soleil:
05h 42mn
Coucher du soleil:
18h 04mn

Fadjr : 04h 30mn
Dhouhr : 11h 57mn
Ansr : 15h 19mn
Maghrib: 18h 07mn
Incha: 19h 21mn



Général Salimou Mohamed Amiri : "Nous avons besoin d'un vivier d'experts de haut niveau, tant civils que militaires"

Fraichement diplômé de la prestigieuse Ecole de guerre économique (EGE) de Paris, Salimou Mohamed Amiri, ancien chef d'état-major de l'Armée nationale de développement (AND), dans une interview exclusive accordée à La Gazette des Comores / HZK-Presse, revient sur son parcours au sein de l'EGE. Cet ancien président du Comité des chefs d'état-major de l'EASF (Force africaine en attente d'Afrique de l'Est) parle de la sécurité et la défense du pays, qui ne peuvent être effectives qu'avec l'implication de toutes les parties prenantes, avec des formations adaptées et une conscience des contextes et enjeux du Monde. Interview.

Question : Vous venez d'obtenir un MBA à la prestigieuse Ecole de guerre économique (EGE) de Paris. Jeune Afrique s'en est même fait l'écho; la mention particulière faite par le directeur de cette école à votre égard lors de la cérémonie de remise des diplômes n'est pas passée inaperçue. Il a en effet précisé qu'après un général français, vous êtes le deuxième général à avoir étudié dans cette école. Quelles furent vos motivations en intégrant l'EGE?

Salimou Mohamed Amiri : Pour reprendre une expression antique connue, « la connaissance fonde la puissance ». J'y crois. Vous savez, on dit que la connaissance n'est plus aujourd'hui une richesse, elle est essentiellement une matière première, la principale matière première dans un monde où « l'économie de la connaissance » est de plus en plus prédominante. Que nous soyons civils ou militaires, nous ne devons pas hésiter, pour être utiles dans le monde et dans nos pays, à nous mettre intellectuellement en cause et à chercher les voies pour apprendre davantage, voire réapprendre. J'ai senti, en ce qui me concerne, le besoin d'une formation de haut niveau comme le MBA qui est un diplôme prestigieux ; internationalement reconnu, il forme aux démarches décisionnelles, prépare aux postes nationaux ou internationaux de responsabilité, aux fonctions de leadership. L'Ecole de guerre économique (EGE) de Paris m'est apparue comme le lieu approprié pour cela, en ce qu'elle se propose de former les meilleurs experts en stratégie et Intelligence économique ; cette école est aujourd'hui, en France, l'école de référence en Intelligence économique ; elle dispense une formation innovante et de pointe en ce qui concerne la guerre de l'information, les actions de communication et d'influence ; elle est également l'organisme certifiant pour l'obtention du titre « expert en Intelligence économique » enregistré au RNCPI, le répertoire français des certifications professionnelles. La formation que j'ai suivie (management stratégique et Intelligence économique) se situe, comme l'expression l'indique, au croisement de l'Intelligence économique et de la stratégie. Le militaire qui suit cette formation ne s'y trouve

pas dépaycé, au contraire ! Car à l'EGE, la préparation à la guerre continue sous les aspects contemporains. La formation en management, notamment par la connaissance, au leadership, à la stratégie à tous ses niveaux, à la géopolitique, à la guerre de l'information et de la communication, aux actions d'influence, à la guerre économique, et même au droit, ... vient en complément de la formation économique dans un monde où paix et développement doivent aller ensemble. Car contrairement à ce qu'on peut croire, l'Intelligence économique ne concerne pas que l'économie ; elle est transdisciplinaire ; elle est également un mode de règlement des compétitions et conflits ; elle s'impose dans les démarches décisionnelles tant au niveau stratégique qu'opérationnel et tactique. Il me semblait donc important de dépasser ce que j'appellerai ma « zone de confort » ; et j'ai trouvé en l'Intelligence économique des connaissances et outils qui me permettent de mieux comprendre la complexité de ce monde. J'y ai trouvé une formation adaptée à mes besoins, idéale, si ce n'est la formation idéale, me permettant de continuer à être au service de mon pays et au-delà, en permanence et sous toutes les formes. J'y ai, de plus, acquis des outils nouveaux face aux affrontements, notamment économiques et informationnels, une démarche intellectuelle. J'y ai enfin appris des grilles de lecture fascinantes, en l'occurrence, la fameuse grille des échiquiers, chère à Christian Harbulot, le directeur de cette institution.

Question : Sous le thème de la coopération Russie-Afrique, vous allez intervenir le 15 octobre dans le cadre d'un colloque, organisé par l'Académie de géopolitique de Paris et intitulé « la nouvelle émergence de la Russie » ; vous êtes le seul expert africain, à ma connaissance, qui y a été invité ; vous allez intervenir aux côtés d'éminents politiciens comme Jean-Pierre Chevenement et l'ambassadeur de la Fédération de Russie en France, d'illustres professeurs comme Gérard Conio, mais également de consultants, de généraux, de députés, etc. Ce qui témoigne de l'importance du thème et du pays. Votre expertise dans les domaines de la sécurité et de la défense est donc internationalement reconnue ; comment en êtes-vous arrivé là ?

SMA : L'expertise s'inscrit de manière générale, pour moi comme pour toute autre personne d'ailleurs, dans le cadre de la recherche et de la connaissance. J'ai, pour moi, tout simplement pris l'habitude de l'école où j'ai été formé comme officier et qui aime se référer au général de Gaulle disant que « la véritable école du commandement est celle de la culture générale » ; et qu'« au fond des victoires d'Alexandre, il y a Aristote ». Il n'y a donc pas de secret : il faut, pour avoir une expertise reconnue, savoir apprendre, faire des recherches, des publications, des conféren-

ces, en vue d'acquérir une visibilité, une image. Dans ce contexte, ma spécialisation sur les problèmes de maintien de la paix et sécurité, notamment en Afrique de l'Est, m'a donné beaucoup d'opportunités et c'est à ce titre que j'interviens dans quelques jours à l'Académie de géopolitique de Paris, tout comme j'ai eu la chance de le faire précédemment dans d'autres institutions. Il y a quelques mois, j'étais le modérateur d'un thème sur le « management stratégique des nations » pour un colloque de l'Institut Mandela ; et le 26 septembre dernier, je suis intervenu sur le thème « les racines de l'extrémisme et la réalité du terrorisme en Afrique » à la Bourse du travail à Paris.

Question : Est-ce que vous avez des regrets pour avoir troqué votre uniforme pour devenir un expert international notamment sur les sujets d'ordre sécuritaire, la prévention des conflits et le maintien de la paix ?

SMA : Est-on obligé de troquer son uniforme contre une tenue civile pour devenir expert sur les questions de défense, sécurité, maintien de la paix... ? Ou de le faire pour apprendre davantage et ouvrir son horizon ? Je ne pense pas, l'un n'excluant pas forcément l'autre. Quoi qu'il en soit, dans un cas comme dans l'autre, je ne le regretterais pas, l'essentiel étant d'être utile et surtout au service de mon pays. Je constate plutôt que, plus que jamais dans le monde d'aujourd'hui, pour un militaire, les côtés « théoricien » et « praticien » doivent aller ensemble pour plus d'efficacité. L'armée est la casquette du praticien ; néanmoins, ici comme ailleurs, l'apport de la théorie et des recherches donne de nouveaux outils au praticien. Le raisonnement est très simple : l'évolution rapide et incertaine du monde, notamment en matière de sécurité, ainsi que les nouvelles menaces qui émergent, nous dictent de chaque fois adapter nos connaissances, voire nos approches. D'autre part, nous ne pouvons pas régler durablement les conflits sans en avoir un bon diagnostic, sans en connaître les vraies origines. Et pour en connaître les origines, il faut une étude multisectorielle, une approche transversale. L'heure a donc sonné pour le militaire, depuis longtemps d'ailleurs, d'être à la fois théoricien et praticien. Nos armées africaines souffrent en général de l'absence d'institutions de réflexion, de recherches, d'expertise, de préservation de leur mémoire et de leur histoire. S'agissant des Comores, nous le constatons au regard des responsabilités que nos cadres sont amenés à assurer au niveau régional et au-delà : nous avons besoin d'un vivier d'experts de haut niveau, tant civils que militaires ; voyez-vous, le besoin d'une expertise adaptée dans le domaine de la défense et de la sécurité va donc au-delà de ma modeste personne et au-delà de notre armée.

Question : Quelles sont vos appréciations et votre message, eu égard de votre expérience de prési-



dent du Comité des chefs d'état-major de l'EASF (Force africaine en attente d'Afrique de l'Est) de 2008 à 2010 ?

SMA : La présidence des Comores à la tête de l'EASF a été une expérience intéressante et surtout un grand succès ; les attitudes et positions comoriennes de conciliation dans le respect des personnes et souverainetés ont été plus que bénéfiques à l'institution, face aux tentations, aux poussées hégémoniques (au demeurant naturelles), de certains pays aspirant au leadership régional. J'ai encore en tête ces propos du général James Kabarebe, à l'époque chef d'état-major de l'armée rwandaise, qui me disait un jour à l'aéroport de Nairobi : « Merci pour la façon dont vous nous managez », avant d'ajouter, avec la même satisfaction : « Vous et moi, sommes les plus réguliers dans les réunions et travaux de l'EASF ». Une telle considération, au-delà des personnes ou institutions, est à mettre à l'actif du pays. Il faut seulement regretter que le sommet qui eut lieu aux Comores en mars 2018 et sous notre présidence, n'ait pas eu le même succès. Entre autres facteurs, la volonté politique insuffisante des hautes autorités politiques de l'époque, le manque de compréhension (à mon avis, tant pour les civils que pour les militaires d'ailleurs), des enjeux et retombées diplomatiques d'un tel sommet, ainsi que le manque de préparation, d'expérience et de compétence pour l'organisation de grands sommets aux Comores, ont malheureusement mis cet événement au rang des espérances déçues. Mon message est donc très simple : nous devons davantage prendre au sérieux cette institution. La Force en attente d'Afrique de l'Est (EASF) est un levier important pour l'ouverture régionale des Comores, leur intégration en Afrique de l'Est ; elle permet une émancipation et une visibilité de pas mal de cadres comoriens, militaires et civils, qui y exercent des responsabilités importantes avec brio, pour le rayonnement du pays ; des responsabilités non seulement liées à la paix et à la sécurité, mais également de nature politique et diplomatique ; c'est donc un levier, non seulement militaire et sécuritaire, mais également diplomatique. Le gouvernement comorien doit soutenir sans

réserve cette force où ses nationaux ont facilement trouvé leur place, contrairement à d'autres organisations où la visibilité des comoriens est quasi nulle. Et il doit inscrire cette dimension de l'EASF dans le cadre d'une vision du management stratégique de notre Etat où l'intégration régionale a, comme dans des cercles concentriques, sa première et naturelle place ; il faut maintenant espérer que le Livre récemment élaboré sur la défense et la sécurité des Comores (je ne peux le confirmer, n'ayant pas eu le privilège d'en avoir copie) en a tenu compte.

Ce que je dis ici est d'ailleurs valable pour toute l'Afrique en général, de l'Est en particulier ; en effet, les citoyens de nos Etats nous observent, nous, praticiens et experts en sécurité et défense, et attendent de nous des réponses claires à leurs problèmes de sécurité, tant au niveau individuel qu'étatique, régional, etc. Beaucoup d'entre eux ne se font pas prier d'ailleurs pour participer à la bonne cause à travers la composante civile de la FAA (Force africaine en attente) et de l'EASF : la société civile, mais également les experts en tous genres qui la composent (juristes, spécialistes des droits de l'homme...) ; voilà qui illustre la fameuse formule de Georges Clémenceau : « la guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée à des militaires », entendons « aux seuls militaires ». En fin de compte, je crois sérieusement qu'au-delà de l'EASF, la FAA est une réelle opportunité pour l'Union Africaine de se prendre en charge et à temps, en ce qui concerne la sécurité de ses Etats membres. Et en même temps, de réaliser le rêve de nos illustres visionnaires comme Kwame Nkrumah d'« africanisation » de nos solutions, d'indépendance et de « panafricanisme ». A cet effet, il est du devoir de nous tous, africains, militaires comme civils, d'aider les forces régionales en attente, qui en constituent la charpente, à atteindre rapidement leur opérationnalisation. Il faut de ce fait y mettre les moyens financiers qu'il faut et non pas compter sur les autres, d'où qu'ils viennent : voilà l'autre grand enjeu.

Propos recueillis par MN

FRONDE À ANJOUAN

Mutsamudu se réveille au bruit des kalachnikovs

Le bras de fer entre opposition et mouvance présidentielle est, en général, la principale cause des descentes dans les rues. Mais ce lundi, à Mutsamudu où les routes ont été barricadées et la population réveillée par les tirs des kalachnikovs, la situation demeure confuse en l'absence de toute revendication de ce qui s'apparente à une forme d'insurrection.

Des signes d'agitation étaient perceptibles depuis la tenue du référendum controversé du 30 juillet dernier. A Anjouan, où la rumeur de civils armés persistait, la population a investi les rues, défiant les forces de l'ordre déployées dans et autour de Mutsamudu. Au fil des heures la situation s'est dégradée, par les échanges nourris de tirs entre assaillants en cagoule et militaires. Les manifestants qui ont barricadé Mutsamudu d'autres régions de

l'île, ce lundi, ne brandissaient aucune étiquette politique. Ils se présentent comme « la voix du peuple opprimé et humilié ». C'est ce qu'on a pu lire dans leur communiqué rendu public en fin de journée. Les auteurs de la fronde demandent le respect des accords de Fomboni: « Il n'est pas question que nous laissions quiconque détruire la paix, l'unité nationale et la stabilité politique retrouvées depuis plus de 15 ans par l'accord de Fomboni en 2001 », peut-on lire. A la mi-journée, des civils à Mutsamudu indiquaient entendre des coups de feu retentir du côté de Hampanga. « Je ne peux plus aller au travail. J'ai peur d'être victime d'une balle perdue », a indiqué une personne résidant à Ouani. Dans leur communiqué, les manifestants affirment que derrière eux se trouvent de jeunes et des militants de la société civile, hommes et femmes. Des militaires, en

provenance de Ngazidja, sont envoyés en milieu de journée en renfort pour tenter de rétablir l'ordre, face à des manifestants qui réclament la libération des prisonniers « politiques », ceci après plusieurs heures d'affrontement. Autre revendication, l'actuel président doit accepter de quitter le pouvoir en 2021 et céder la place à Anjouan. Les affrontements ont eu lieu également dans la région de Sima et Nyumakele, mais Mutsamudu était l'épicentre de ces échauffourées. Les habitants de la capitale anjouanaise sont restés cloîtrés à leurs domiciles, terrorisés par les coups de feu et le bruit assourdissant des armes. En fin de journée, on apprendra que les militaires ont finalement réussi à libérer les routes barricadées et que plusieurs personnes ont été interpellées. La préfecture de Mutsamudu a décrété un couvre-feu à partir de 20h00. Cette décision vise à mettre la



Barrages érigés à l'entrée de Mutsamudu

population à l'abri pendant qu'ils traquent les assaillants. La sécurité a été renforcée, les militaires sont aux aguets au niveau des frontières. Ces échanges de tirs entre civils et forces de l'ordre interviennent à un moment où les leaders politiques tentent de trouver un consensus pour une sortie de crise. Les scènes auxquelles la population vient d'as-

sister à Anjouan rappellent l'épisode sombre de 1997 qui a conduit au séparatisme. Une expérience que personne dans le pays n'espère revivre. Les manifestants, déterminés à aller jusqu'au bout, appellent « les militaires à défendre le peuple ».

Binti Mhadjou

CRISE POLITIQUE

L'Union de l'Opposition se solidarise avec la population d'Anjouan

Suite aux événements qui se déroulent à Anjouan depuis hier lundi, l'Union de l'Opposition a déclaré se solidariser avec la population. Des événements à les en croire qui renvoient le Président de la République et son gouvernement à leurs responsabilités.

Dans une déclaration rendue publique hier, l'Union de l'Opposition dit apporter son soutien aux anjouanais dans ce soulèvement spontané pour mani-

fester son refus des emprisonnements arbitraires, de musellement de la presse, de la confiscation de toutes les libertés, de l'instrumentalisation de la justice, du bafouement de l'autonomie des îles, du piétinement de toutes les institutions de la République. « On a un dialogue basé sur le mensonge, les mesures d'apaisements appelées ne s'appliquent plus, les prisonniers politiques toujours en prison. Aujourd'hui, la population anjouanaise montre son ras-le-bol du piétinement des institutions de la République », a déclaré

Moustoïfa Said Cheikh de l'Union de l'opposition, joint par La Gazette des Comores. L'Union de l'opposition parle aujourd'hui « d'un face à face hautement tendu entre une population décidément excédée et un pouvoir brutal, en panne d'idée, incapable d'imaginer une autre manière de gouverner que celle de la répression, de la traque et de la violence sans retenue ». Tous soulignent dans leur déclaration que « cette brusque montée de la tension à Anjouan est le résultat de la politique de dialogue

fait de mensonges, de tergiversations dans l'application des mesures d'apaisement préconisées par l'Union africaine et du refus de sortir de la crise institutionnelle ». L'Union de l'opposition déclare que ces événements renvoient le Président de la République et son gouvernement à leurs responsabilités car ils sont placés devant deux options: ou une fuite en avant conduisant à un chaos général ou une véritable politique d'apaisement et de retour à un fonctionnement normal d'un Etat de droit, tel que

porté par l'accord de Fomboni. aPour rappel, le pays s'est réveillé hier lundi avec une île d'Anjouan en état de quasi « insurrection ». Des barricades sont érigées sur les principaux axes routiers, bloquant totalement la circulation. Les routes ont été coupées et des coups de feu entendus à certains endroits.

MY

SOULÈVEMENT À ANJOUAN

Couvre-feu de 20h à 06h du matin dans la préfecture de Mutsamudu

Le ministre de l'Intérieur s'est exprimé hier lundi suite à la situation tendue à Anjouan. Mohamed Daoudou accuse le gouvernement de l'île d'Anjouan d'être à l'origine de ce soulèvement. Depuis hier lundi, un couvre-feu a été décrété, de 20h00 à 06h00 du matin.

Anjouan s'est réveillée hier, sous les coups de feu. Des barricades sont érigées sur les principaux axes routiers, bloquant totalement la circulation. Et ce depuis 4h du matin. Après le déploiement des forces armées à Anjouan, le ministre de l'Intérieur parle d'acte désolant à 1 jour du match Comores/Maroc. Mohamed Daoudou a annoncé la réouverture des axes routiers de Nyumakélé, Moya, Sima et Mutsamudu. « On a vu les événements du référendum mais ce dont on a assisté aujourd'hui est préoccupant, a déclaré le

ministre en référence aux civils armés qui ont affronté les forces de l'ordre. Du jamais vu dans le pays.

« Le gouvernement va prendre

ses responsabilités », dira-t-il. D'entrée, le premier flic du pays a annoncé un certain nombre de mesures comme un couvre-feu dans



la préfecture de Mustamudu de 20h à 06h du matin. Il a annoncé aussi le contrôle des frontières de l'île d'Anjouan par les forces de l'ordre. « La nouveauté dans ces événements est de voir les civils cagoulés prendre les armes. Mais à l'heure où je vous parle, ils ont été identifiés ». Le ministre de l'Intérieur a rendu hommage aux forces de l'ordre pour leur attitude mais surtout d'avoir gardé leur sang froid. « Depuis que les événements ont commencé, les forces de l'ordre n'ont tiré aucun coup de feu », affirme Mohamed Daoudou. Ce dernier pointe du doigt le gouvernement de l'île et l'accuse d'être à l'origine de cette « fronde » à Anjouan. Le ministre a cité le directeur des impôts d'Anjouan, le DAF, le contrôleur financier, le trésorier de l'exécutif de l'île et certains commissaires comme étant impliqués dans cette affaire. « L'opposition n'a

rien à avoir avec ces événements », précise le ministre. De son côté, le chef de l'Exécutif de l'île, cloîtré à son domicile durant toute la durée des événements, a déclaré qu'il s'attendait à ce que le gouvernement lui fasse porter le chapeau. « J'ai appris comme les autres qu'il y a des coups de feu et des barricades dans certains endroits de l'île. Maintenant, on cherche à savoir l'origine de ces événements », a déclaré Salami Abdou. Le gouverneur d'Anjouan assure qu'ils n'ont rien à voir avec les civils armés contrairement à ce qu'affirme le gouvernement de l'Union. « Depuis le début, on évite l'idée de prendre les armes », dit-il. A l'heure où nous mettions sous presse, la situation à Anjouan ne s'était toujours pas apaisée.

Mohamed Youssouf

ÉCONOMIE

Les Sanduk, une banque comme les autres

Favoriser l'investissement local, la création d'emplois des villageois tout en assurant l'épargne et le crédit. Tels sont les engagements du Sanduk de Nyumadzaha Bambao. Au cours d'une cérémonie officielle le week-end, les gérants des Sanduk, institutions financières décentralisées de micro crédits, ont salué l'engagement de la localité et sollicité la population à œuvrer pour la valorisation de celles-ci, notamment pour l'épargne de leurs biens.

Ouvert depuis presque 5 ans, le Sanduk de Nyumadzaha Bambao est cité parmi les plus actifs du pays malgré quelques tracasseries. Pour le président de cette institution villageoise, bientôt régionale, cela s'explique par le manque de personnel, d'un local digne et le nombre de membres inscrits. Maoulida Ibada, président du Sanduk de Nyumadzaha, promet de

faire gagner du terrain à cette « micro banque » en passant de 900 à 1000 membres, sur un court délai. « Quand j'ai été choisi pour représenter l'institution en 2016, cette dernière traversait une crise non négligeable. En août 2017, nous avons engagé tous les efforts pour faire de notre Sanduk, une référence et nous ne comptons pas nous arrêter là », a-t-il précisé.

Maoulida Ibada a salué les efforts fournis par la diaspora de la localité et de la notabilité notamment pour l'investissement qu'ils ont fait et leur disponibilité à accompagner leur grand projet de construction d'un local, dans les normes, à hauteur de 8,5 millions francs comoriens. « Maintenant, nous avons un bâtiment qui répond aux normes. D'ici deux mois, nous allons installer des caisses de transfert d'argent de Money Gram pour faciliter les actions de transferts entre les familles et la diaspora », a-

t-il lancé, fier.

Ali Mouigni, président de l'Union des Sanduk de Ngazidja, se réjouit lui qu'avec le temps, les Sanduk s'imposent comme des banques où l'on peut « épargner et faire des crédits ». « Nous ne devons ménager aucun effort pour la survie et le devenir de cette institution », a lancé Ali Mouigni. L'Union des Sanduk de Ngazidja a une image à défendre et à valoriser à l'exemple du Sanduk de Nyumadzaha qui a toutes les potentialités pour rivaliser avec d'autres institutions financières, à l'en croire: « prochainement, nous allons mettre en place un système de GAB afin de permettre aux membres des Sanduk de pouvoir faire leurs retraits et leurs transferts dans toutes les agences », a-t-il promis.

Pour assurer le bon fonctionnement de son institution, Ali Mouigni appelle les villageois à « épargner » leurs revenus dans les comptes du



Sanduk. « Le développement, ce sont des actions et non des paroles », dira à son tour le secrétaire général de l'Union des Sanduk, Chakira Mouigni. Ce dernier espère gagner la confiance des Comoriens. A cet effet, il a dévoilé les projets que son institution compte mettre en place pour plus sécuriser les caisses. « Nous devons nous servir de ces

Sanduk pour rehausser notre économie en créant des emplois. La jeunesse doit prendre ses responsabilités et oser entreprendre ». « Il faut être riche, être conscient et avoir de la volonté de servir pour pouvoir contribuer au développement », assure ce grand cadre du monde de la finance.

A.O Yazid

MÉDIAS

Le nouveau numéro d'Espérance bloqué par la douane

Cela fait plus de 50 jours que la dernière édition d'Espérance est bloquée et saisie par les douaniers. Pour le directeur de la publication du trimestriel, Mahamoud Ahmed Wadaane, cela fait « un peu trop ». Wadaane a saisi les autorités compétentes, soit le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) et le Ministère de l'Information, en vain.

Presque 2 mois et toujours pas de réponses de la part du Ministère de l'Information après que Mahamoud Wadaane, écrivain et directeur de la publication du périodique Esperance, ait

saisi les autorités au sujet du trimestriel dont il est à la tête, bloqué à la douane, sans explication. Une situation qui préoccupe Mahamoud Ahmed Wadaane qui confie avoir fait connaître la saisie de son journal afin d'élucider les raisons de ce blocage qu'il qualifie de « censure ».

« Tout a commencé le 11 Août 2018 dernier lorsque l'édition de Juillet à Septembre d'Espérance a été retenue par les services de douanes de l'Aéroport International Moroni Prince Said Ibrahim (AIMPSI), choqués par les titres qui définissaient les 5 Guerres Politiques menées par l'actuel Président de la République ». Le

Président du parti RIFAID Comores explique qu'il a essayé par « tous les moyens » de contacter les autorités, à commencer par le directeur général des douanes comoriennes. En vain.

« La seule fois où je l'ai eu, il a nié, catégoriquement, avoir vu ce lot de journaux. Même discours pour le Ministre de l'Information ». Approché par La Gazette des Comores, le Ministre de l'Information, Mohamed Daoudou, a affirmé « ne pas être au courant » de cette affaire. Membre actif de l'Union de l'Opposition, maltraité on s'en souvient lors d'un meeting en juillet dernier, Wadaane assure

avoir été menacé par le Ministre en question au sujet de son journal. « J'ai adressé une lettre au Ministre sous sa recommandation. Lorsque j'ai saisi le CNPA, ils m'ont expliqué qu'il n'y avait pas de motif valable pour bloquer ou censurer le journal ».

Il est question ici, de plus de 4000 exemplaires du journal. Décidé à inverser la situation, M. Wadaane a entamé les voies et recours judiciaires en commençant par une indemnisation qui s'élève à 1.5 million KMF de dommages répartis ainsi : 1 million pour l'impression et un demi million pour le transport et le dédouanement. « Je

veillerais aux recours dans tous les Gouvernements successifs à la tête du pays pour obtenir gain de cause ». Le directeur de la publication de ce périodique regrette que le numéro ait perdu sa substance périodique et sa valeur d'information. « C'est une censure, en long et en large ». Selon lui, ni les titres ni les articles ne portaient préjudice, ni à la paix ni à la stabilité de l'Etat. L'écrivain, journaliste et homme politique a procuré son avis au CNPA pour plaider sa cause en tant qu'entité régulatrice.

A.O Yazid

JOURNÉE MWALIMU NYERERE

Moroni commémore pour la première fois le leader africain

Considéré comme le père fondateur de la Tanzanie, Julius Kambarage Nyerere est décédé le 14 octobre 1999. Tous les ans à la même date, son pays commémore le Mwalimu Nyerere Day. A Moroni, une cérémonie solennelle sera désormais tenue tous les ans à la même date. Une annonce rendue publique par l'ambassadeur et le consul de la république de Tanzanie à Moroni, au cours d'une conférence de presse tenue à Moroni samedi 13 octobre, en présence de l'association Wudjamaa wa Komori wa Afrika ya Macharik.

19 ans depuis que Julius Kambarage Nyerere est décédé. Leader charismatique du continent, Mwalimu



Nyerere fût le premier président de la Tanzanie et l'un des principaux représentants du socialisme africain. Il est mort le 14 octobre 1999. Tous les ans, à la même date, les Tanzaniens commémorent le

Mwalimu Nyerere Day, où qu'ils se trouvent. A Moroni, l'ambassadeur et le consul de la république de Tanzanie ont annoncé que les Comores commémoreront également feu Nyerere, un homme qui a

beaucoup œuvré pour son pays mais aussi pour les pays voisins à l'instar des Comores.

« Célébrer cette journée en Union des Comores n'est pas une chose extraordinaire », a confié Sylvester M. Mabumba, ambassadeur de la Tanzanie à Moroni dans une conférence de presse tenue à Moroni, Oasis. Nyerere apportera son soutien aux Comores devant leur souhait d'accéder alors à l'indépendance, en les assistant de manière significative. Contrairement à la plupart des autres chefs d'Etat africains, Mwalimu Nyerere a décidé de se retirer de la politique, après avoir tout de même conservé le pouvoir pendant 21 années. C'est alors Ali Hassan Mwinyi qui prendra sa succession.

Nyerere conserva jusqu'à sa

mort, le 14 octobre 1999, l'estime de beaucoup de Tanzaniens et d'une partie de la communauté internationale. « On lui reconnaît en effet le mérite d'avoir posé les bases d'un Etat démocratique pluriethnique », explique l'ambassadeur. Julius Nyerere était catholique pratiquant. L'Eglise catholique a ouvert sa cause de béatification, au titre duquel il a été déclaré Vénérable. Rappelons que la Tanzanie était un sultanat indépendant créé le 6 avril 1861 par séparation avec le sultanat d'Oman et passé sous influence britannique en 1890 pour former le protectorat de Zanzibar. Elle est la contraction des noms de deux anciens pays : le Tanganyika et Zanzibar.

Ibnou M. Abdou

FOOTBALL : COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS (CAN 2019)

Cœlacanthes, tout est possible !

Le score de la 3e journée, Can 2019 (Maroc # Comores) du 13 octobre dernier laisse un goût saumâtre à la communauté sportive de l'Archipel. Concéder un penalty fatal au delà du temps additionnel (95e +15 secondes, 1-0) est difficile à digérer. Cet après-midi à domicile, dans le cadre de la 4e journée, les Cœlacanthes et leurs supporters s'apprêtent à relever le défi. Mais l'arbitre central kenyan ne risque-t-il pas de constituer un obstacle aux ambitions des Cœlacanthes, comme il l'a fait aux Lybiens en 2016 ?

En 3 matchs, les Cœlacanthes ont laissé partir 9 points. Si les joueurs réussissent à maintenir le système technico-tactique et le rythme du jeu appliqués à Casablanca le samedi 13 octobre dernier, raviver les ambitions ne sera pas utopique. Au Maroc, le rôle joué par les milieux du terrain était efficace. D'abord, le soutien régulier a permis aux défenseurs d'ériger un rempart solide et solidaire.



Photo d'archive

Rassuré par ce soutien, le gardien de but Ali Ahmada a intercepté acrobatiquement toutes les frappes adverses. L'appui à l'attaque a assuré, de temps à autre, le surnombre et facilité l'alimentation en ballon. La tactique a permis une formidable organisation du jeu, tremplin à des

actions offensives menaçantes.

Cette aisance est le fruit d'un coaching minutieux et maîtrisé. La chance d'un exploit reste donc vive si l'équipe se montre réaliste. Mais ce match déterminant sera dirigé par un arbitre kenyan... qui vient de purger une sanction. En effet, en

2016, l'arbitre Davies Ogenche Omweno avait été suspendu par la Caf, pour avoir refusé un but authentique à la Libye contre la Tunisie. La grosse et permanente pression d'un public traditionnellement en ébullition et la cadence démentielle du match ne vont-elles

pas perturber Omweno ? C'est un arbitre intègre, mais imprévisible. Il suscite donc la frayeur.

Après l'entraînement d'hier, un joueur marocain, qui a refusé de révéler son identité, nous a murmuré la stratégie de jeu envisagée par les Lions d'Atlas : «Théoriquement, nous partons avantageux, grâce aux 3 points acquis à Casablanca. Mais on ne va pas évoluer à la défensive. Les Comoriens ont un bon niveau. Mais physiquement, on est mieux dosé. Nous nous efforcerons de les empêcher de s'exprimer pleinement en leur laissant peu d'espace. L'opération réduira leur marge d'action. On compte alterner passes courtes et longues ouvertures. L'objectif, c'est faire courir les adversaires jusqu'à épuisement ». Le soutien du public sera un atout clé cet après-midi à Mitsamiouli. Un faux pas sera inévitablement fatal à tout rêve de qualification. Courage aux Cœlacanthes! Tout est encore possible.

Bm Gondet

FOOTBALL : CHAMPIONNAT DES COMORES, INTER-LIGUE

Fomboni club et Volcan, un 3e et ultime duel à Ndzuwani

Le face-à-face de la 3e journée, entre Fomboni club et Volcan club tenu le week-end à Mwali, rentre dans le cadre du championnat des Comores, phase nationale. Mathématiquement, le score (1-1) maintient les deux frères rivaux à égalité de points (5), mais en goal average, un léger (+1) les sépare. A ce stade, la procédure d'accréditation de points, conciliatrice et équitable, ne prête à aucune confusion. La décision de reprendre le match sur une pelouse neutre ne fait pas l'unanimité.

Pour départager Fomboni club (Mwali) et Volcan club de Moroni (Ngazidja), la Fédération de Football des Comores (Ffc) a décidé d'organiser une 3e et ultime rencontre sur un terrain neutre. Ainsi donc, Mwali et Ngazidja se confronteront en match à Mutsamudu (Ndzuwani). Or ici, le climat social est en ébullition. Le match sera-t-il transféré à Dzaoudzi (Maore) ? En tout cas, la décision

de la Ffc divise. Sur place, elle ne fait pas l'unanimité. « Un 3e match, c'est injuste. En goal average et éventuellement en nombre de cartons, on est avantageux. Laissez-nous fêter le titre national ! », tempête Youssouf, sympathisant des Mohéliens.

En revanche, la décision est applaudie à Ngazidja. «Écoutez, l'initiative est sage et équitable. Elle est conforme aux textes en vigueur », déclare le vice-président de Volcan, Razida. Le règlement du championnat des Comores innové prévoit qu'à la fin du championnat, un classement par addition de points définisse les équipes, notamment celles qui prétendent à la première place. En cas d'égalité, ces adversaires en ex-aequo s'affrontent en match d'appui sur un terrain neutre avec, si nécessaire, une prolongation. Si le nul persiste, une séance de tirs au but déterminera le champion.

Bm Gondet

Résultats

- A/ 1ère journée (Ndzuwani) Étoile d'Or # Volcan (0-1), mais Volcan, - 3 points Étoile d'Or # Fomboni club (0-2)
- B/ 2e journée (Ngazidja) Volcan # Fomboni club (1-1), mais Fomboni, - 3 points Volcan # Étoile d'Or (2-1)
- C/ 3e journée (Moili) Fomboni club # Étoile d'Or (2-1) Fomboni club # Volcan (1-1)

- D/ Classement général provisoire
- 1er, Fomboni club : 5 points, +3
- 2e, Volcan club : 5, +2
- 3e, Étoile d'Or de Mironsi (Ligue de Ndzuwani) : 0, -5

Observation. Les retraits de 3 points sus-mentionnés sont des sanctions décidées, suite à des actes de sorcellerie, surpris en plein match.

DU 17 AU 20 OCTOBRE 2018

4^{ème} FESTIVAL D'ARTS CONTEMPORAINS DES COMORES

En Partage

Parrainé par : Le Sénégal

Ministère de la jeunesse, de l'Emploi, de l'insertion Professionnelle, des Sports, de la Culture, des Arts et de l'Artisanat

«HUDIDJUWA» Exposition internationale d'arts
Conférences - Concours Scolaires
Foyer des femmes-Palais du Peuple
CNDRS- Université - Médina - CCAC
L'ESCALE- Oasis

CO-ORGANISE AVEC LE CNDRS ET L'UNIVERSITE DES COMORES

ACASSIB ORTC CCAC MAYUMU AB Aviation EN PASSANT PAR L'ART ciff association ZANGOMA MAYOTTE

Nos points de vente	
Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani

Objectif Faim Zéro : les actions d'aujourd'hui représentent l'avenir de demain

Par José Graziano da Silva, Directeur-Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Il y a tout juste trois ans, en septembre 2015, tous les états membres des Nations Unies ont approuvé le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'éradication de la faim et de toutes les formes de malnutrition (Objectif de développement durable numéro 2) fait partie des principaux objectifs fixés par les dirigeants mondiaux et est une condition sine qua non pour parvenir à un monde plus juste, plus sûr et plus pacifique.

Paradoxalement, les souffrances liées à la faim dans le monde ont depuis lors, augmenté. Selon les dernières estimations de la FAO, en 2017, 821 millions de personnes souffraient de la faim, soit 11 % de la population ou encore une personne sur neuf sur la planète. La plupart d'entre eux sont des agriculteurs familiaux vivant en milieu rural en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

La hausse du nombre de personnes souffrant de la faim n'est pas le seul défi auquel nous sommes confrontés. D'autres formes de malnutrition ont également augmenté. En 2017, au moins, 1,5 milliard de personnes souffraient de carences en micronutriments, ce qui a eu des répercussions négatives sur leur santé et sur leurs vies. Parallèlement, la proportion d'adultes obèses continue d'augmenter passant de 11,7 pour cent en 2012 à 13,3 pour cent en 2016 (soit 672,3 millions de personnes).

La faim se concentre principalement dans des zones spécifiques, celles frappées par les conflits, les sécheresses et la pauvreté extrême ; l'obésité, en revanche, est visible partout et est en augmentation partout dans le monde. Les taux d'obésité augmentent plus vite en Afrique qu'ailleurs – 8 des 20 pays à connaître une hausse rapide du taux d'obésité chez les adultes se situent en Afrique. De plus, en 2017, le surpoids infantile touchait 38 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans. Près de 46 pour cent de ces enfants vivent en Asie tandis que 25 pour cent d'entre eux vivent en Afrique.

Si nous n'agissons pas maintenant afin d'inverser la tendance vers la hausse de ces taux d'obésité, nous pourrions bientôt avoir plus de personnes obèses que sous-alimentées dans le monde. La hausse du taux d'obésité a également des coûts économiques et sociaux. L'obésité est un facteur de risque pour de nombreuses maladies non-transmissibles telles que les maladies cardiaques, les AVC, le diabète et pour certains types de cancer. Les dernières estimations suggèrent que l'obésité entraîne chaque année 2 trillions de dollars de dépenses, soit l'équivalent des dépenses associées au fait de fumer et aux conflits armés.

Cette année, la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre, vise à rappeler à la communauté internationale son engagement consistant à éradiquer toutes les formes de malnutrition et à sensibiliser le public sur le fait qu'atteindre l'objectif

Faim Zéro d'ici 2030, soit en 12 ans, est toujours possible. L'expérience du Brésil est un bon exemple.

Selon les estimations de la FAO, au début des années 2000, les souffrances liées à la faim au Brésil sont passées de 10,6 pour cent (soit 19 millions de personnes) à moins de 2,5 pour cent de 2008 à 2010. Cela a notamment été possible grâce à la volonté assumée et au leadership de l'ancien Président Lula et de la mise en œuvre de politiques publiques et de programmes de protection sociale qui ont permis de lutter contre la pauvreté extrême et les impacts des vagues de sécheresse prolongée dans le nord-est du pays.

En fait, les gouvernements ont un rôle fondamental à jouer en vue d'atteindre l'objectif Faim Zéro et de s'assurer que les populations vulnérables disposent de revenus suffisants pour acheter la nourriture dont ils ont besoin et des moyens nécessaires pour la produire, et ce, même en période de conflit.

Les dirigeants mondiaux doivent néanmoins garder à l'esprit que le concept de Faim Zéro ne se limite pas à lutter contre la sous-alimentation. Il s'agit de fournir aux populations les nutriments dont ils ont besoin pour mener une vie saine. L'objectif Faim Zéro porte sur l'éradication de toutes les formes de malnutrition.

Les systèmes alimentaires actuels ont permis d'augmenter la disponibilité et l'accessibilité des aliments transformés extrêmement caloriques et riches en énergie, en graisse, en sucre et en sel. Les systèmes alimentaires doivent être transformés de manière à ce que les gens puissent consommer une nourriture saine et nutritive. Nous devons traiter l'obésité comme un problème public et non comme un problème individuel. Cela nécessite d'adopter une approche multisectorielle qui impliquera non seulement les gouvernements mais aussi les organisations internationales, les institutions nationales, la société civile, le secteur privé et les citoyens de manière générale.

Cela doit être un effort collectif devant déboucher sur des régimes alimentaires sains, qui incluent par exemple la création de normes telles que l'étiquetage et l'interdiction de certains ingrédients dangereux, l'introduction de la nutrition dans les programmes scolaires, l'adoption de méthodes visant à éviter le gaspillage et les pertes alimentaires et la mise en place d'accords commerciaux qui ne freineront pas l'accès aux aliments frais et nutritifs cultivés localement.

« Agir pour l'avenir » est le thème de la Journée mondiale de l'alimentation pour 2018. Il est temps de renouveler notre engagement pour parvenir à un monde sans faim, débarrassé de toutes les formes de malnutrition.